

À PARTIR DU 8 MAI 2021

ACTIONS RÉGIONALES POUR DU LOGEMENT SOCIAL



frapru.qc.ca

À PARTIR DU 8 MAI 2021

ACTIONS RÉGIONALES POUR DU LOGEMENT SOCIAL



frapru.qc.ca

POUR LA SOCIALISATION DU PARC DE LOGEMENT LOCATIF:

FAUT DU LOGEMENT SOCIAL MAINTENANT !

Les crises du logement perdurent et s'aggravent partout au Québec. 244 120 ménages locataires ont des besoins impérieux de logement. Le taux d'inoccupation des logements locatifs est faible dans la majorité des régions et continue de diminuer. Trouver un logement bon marché est devenu une quête désespérante et la discrimination est courante.

Dans ce contexte, l'augmentation des tactiques frauduleuses de reprises et d'éviction de la part des propriétaires pour forcer les locataires à quitter leur logement est inquiétante. De nombreux locataires sont à risque de se retrouver sans logis étant incapable de trouver un logement qu'ils soient capables de payer. Depuis trop longtemps, le logement est considéré comme une marchandise, une occasion d'affaire et de profits. Le sous-financement du logement social et le manque de régulation alimente les crises de logement vécus par les locataires.

Les réponses du gouvernement Legault aux crises du logement sont insuffisantes, et même indécentes. Ses investissements ne permettront de livrer que 6000 des 11 000 logements sociaux déjà programmés mais toujours pas réalisés, plus une maigre programmation 500 nouvelles unités livrées d'ici 4 ans, pour tout le Québec.

Dans la perspective de la socialisation du parc de logement locatif, le gouvernement de Legault doit investir **toutes les sommes nécessaires pour augmenter la proportion de logements sociaux au Québec, notamment en réalisant 50 000 logements sociaux sur 5 ans.**

Joignez-vous au FRAPRU et à ses membres pour les actions régionales débutant le 8 mai 2021.

Pour plus d'informations, communiquez avec le comité logement de votre secteur.

POUR LA SOCIALISATION DU PARC DE LOGEMENT LOCATIF:

FAUT DU LOGEMENT SOCIAL MAINTENANT !

Les crises du logement perdurent et s'aggravent partout au Québec. 244 120 ménages locataires ont des besoins impérieux de logement. Le taux d'inoccupation des logements locatifs est faible dans la majorité des régions et continue de diminuer. Trouver un logement bon marché est devenu une quête désespérante et la discrimination est courante.

Dans ce contexte, l'augmentation des tactiques frauduleuses de reprises et d'éviction de la part des propriétaires pour forcer les locataires à quitter leur logement est inquiétante. De nombreux locataires sont à risque de se retrouver sans logis étant incapable de trouver un logement qu'ils soient capables de payer. Depuis trop longtemps, le logement est considéré comme une marchandise, une occasion d'affaire et de profits. Le sous-financement du logement social et le manque de régulation alimente les crises de logement vécus par les locataires.

Les réponses du gouvernement Legault aux crises du logement sont insuffisantes, et même indécentes. Ses investissements ne permettront de livrer que 6000 des 11 000 logements sociaux déjà programmés mais toujours pas réalisés, plus une maigre programmation 500 nouvelles unités livrées d'ici 4 ans, pour tout le Québec.

Dans la perspective de la socialisation du parc de logement locatif, le gouvernement de Legault doit investir **toutes les sommes nécessaires pour augmenter la proportion de logements sociaux au Québec, notamment en réalisant 50 000 logements sociaux sur 5 ans.**

Joignez-vous au FRAPRU et à ses membres pour les actions régionales débutant le 8 mai 2021.

Pour plus d'informations, communiquez avec le comité logement de votre secteur.